



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/371
23 mai 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

LETTRE DATÉE DU 23 MAI 1996, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PAR
LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

En ma qualité de représentant de l'État qui assume la présidence des organes statutaires de la Communauté d'États indépendants (CEI), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la décision relative à la présence de Forces collectives de maintien de la paix dans la zone du conflit en Abkhazie (Géorgie), et de la déclaration du Conseil des chefs d'États de la CEI sur le règlement au conflit au Haut-Karabakh, adoptés par le Conseil réuni à Moscou le 17 mai (voir annexes I et II).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) S. LAVROV

Annexe I

DÉCISION RELATIVE À LA PRÉSENCE DES FORCES COLLECTIVES DE MAINTIEN
DE LA PAIX DANS LA ZONE DU CONFLIT EN ABKHAZIE (GÉORGIE) ADOPTÉE À
MOSCOU LE 17 MAI 1996

Le Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants,

Désireux de poursuivre ses efforts en vue de régler le conflit en Abkhazie (Géorgie),

Réaffirmant ses décisions antérieures visant à réaliser cet objectif,

Décide :

1. D'ajouter, avec l'accord des Parties, l'élément ci-après au mandat des Forces collectives de maintien de la paix en Abkhazie (Géorgie) :

- Exécution de travaux visant à délimiter les champs de mines et à déminer le territoire de l'Abkhazie (Géorgie) avec le concours de l'ONU et en coopération avec les autorités locales.

2. De charger le Conseil des ministres des affaires étrangères des pays membres de la Communauté d'États indépendants et le Conseil des ministres de la défense des États membres de la Communauté de poursuivre, en collaboration avec les représentants des Parties, les efforts visant à préciser le mandat des Forces collectives de maintien de la paix conformément à la décision du Conseil des chefs d'État de la Communauté relative à la prolongation de la présence de ces forces et à la prorogation de leur mandat dans la zone du conflit en Abkhazie (Géorgie), adoptée le 19 janvier 1996.

3. De prolonger jusqu'au 19 juillet 1996 la présence des Forces collectives de maintien de la paix dans la zone du conflit en Abkhazie (Géorgie).

4. Que les Parties en conflit prendront, avec le concours des Forces collectives de maintien de la paix déployés dans la zone du conflit en Abkhazie (Géorgie), des mesures complémentaires destinées à garantir la sécurité du personnel de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie dans l'accomplissement de ses fonctions.

5. D'engager les Parties en conflit à accélérer le processus de négociation en vue de parvenir à un règlement politique par l'intermédiaire de la Fédération de Russie.

FAIT à Moscou le 17 mai 1996, en un seul exemplaire original en langue russe. L'exemplaire original est conservé au Secrétariat exécutif de la Communauté d'États indépendants qui en fera parvenir une copie certifiée conforme aux États signataires de la présente décision.

Pour la Fédération de Russie

(Signé) B. ELTSINE

Pour la République d'Arménie

(Signé) L. TER-PETROSSIAN

/...

Pour la République azerbaïdjanaise,

(Signé) G. ALIYEV

Pour la Géorgie

(Signé) E. CHEVARNADZE

Pour la République kirghize

(Signé) A. AKAEV

Pour la République d'Ouzbékistan

(Signé) I. KARIMOV

Pour le Turkménistan

.....

Pour la République du Bélarus

.....

Pour la République du Kazakstan

(Signé) N. NAZARBAEV

Pour la République de Moldova

.....

Pour la République du Tadjikistan

(Signé) E. RAKHMONOV

Pour l'Ukraine

.....

Annexe II

DÉCLARATION DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTAT DE LA COMMUNAUTÉ
D'ÉTATS INDÉPENDANTS CONCERNANT LE RÈGLEMENT DU CONFLIT
AU HAUT-KARABAKH, ADOPTÉE À MOSCOU LE 17 MAI 1996

Le Conseil des chefs d'États de la Communauté d'États indépendants approuve les efforts énergiques déployés par la diplomatie russe sous la direction du Président de la Fédération de Russie, B. N. Eltsine, en vue de régler le conflit au Haut-Karabakh.

Le Conseil note avec satisfaction que les hauts dirigeants des parties intéressées ont réaffirmé leur détermination à respecter le cessez-le-feu conclu il y a deux ans, le 12 mai 1994, avec la médiation de la Russie et avec le concours de la CEI et de la Conférence de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), avant de parvenir à un accord politique qui mettra fin au conflit armé. Il considère qu'il est extrêmement important de résoudre toutes les questions litigieuses exclusivement par des moyens pacifiques.

La libération et le rapatriement par les parties en conflit des 10 prisonniers de guerre et otages recensés par le Comité international de la Croix-Rouge, qui sont intervenus à l'occasion de la visite du Ministre des affaires étrangères de la Russie en Transcaucasie, constituent une initiative importante sur les plans humanitaire et politique.

Le Conseil des chefs d'État de la CEI engage les parties, eu égard à la bonne volonté dont elles ont fait preuve, à intensifier leurs efforts pour trouver des solutions de compromis lors des négociations portant sur un accord politique.

En s'acheminant vers un règlement pacifique, les parties doivent collaborer activement à l'instauration d'un nouveau climat de paix, de compréhension et d'entente mutuelles, prendre des dispositions en vue de prévenir et de faire cesser les actes de sabotage et de terrorisme dans la région, et s'attacher à renforcer la confiance, y compris par des gestes unilatéraux de bonne volonté.
